

Nozay, le 21 janvier 2014

Lettre ouverte à M. Guedj,
Député,
Président du Conseil Général de l'Essonne.

Monsieur le Député,
Monsieur le Président,

Le Groupe Alcatel-Lucent se réorganise et se repositionne. Ses activités de Recherche en France, en totalité localisées en Essonne sur le site de Villarceaux à Nozay, sont impactées par cette restructuration qui prévoit, entre autres, de supprimer au moins 15 % des postes de chercheurs dans la filiale Alcatel-Lucent Bell Labs France (ALBLF).

Nous nous interrogeons sur les raisons de ces suppressions de postes alors qu'ALBLF est une société rentable et source d'innovations pour Alcatel-Lucent.

D'une part les aides telles que le CIR ou celles des agences françaises et européennes permettent à ALBLF d'avoir un coût par chercheur parmi les moins élevés de tous les centres de recherche du Groupe.

D'autre part les chercheurs contribuent à la richesse d'Alcatel-Lucent par leur expertise, les transferts technologiques et leurs brevets. Avec plus de 100 brevets par an les chercheurs français participent à hauteur de 3 à 5 % aux résultats de l'exploitation de la propriété intellectuelle (400 M€ de revenus directs et indirects en 2012). Le montant de ces bénéfices est supérieur au coût de la structure.

L'équipe en charge de la recherche Multimédia est supprimée en France alors qu'elle est maintenue sur un site étranger dont les coûts de production sont 3 fois supérieurs.

Les réductions de postes chez ALBLF n'ont donc pas de base économique.

De plus cette restructuration écarte encore davantage les chercheurs français des postes à responsabilité :

- en dehors de la recherche en Optique le centre français n'a plus de responsabilité majeure ;
- les équipes travaillant depuis plusieurs années à préparer les technologies de la 5G sont démantelées et réduites alors que le centre de recherche en Allemagne maintient ses effectifs sur de tels sujets ;
- les décisions sont prises depuis les Etats-Unis ou se situe maintenant la presque totalité de la direction de la recherche.

Compte-tenu de ces éléments il paraît nécessaire de considérer que les suppressions de postes de chercheurs en France sont politiques.

La situation nous apparaît d'autant plus incompréhensible que l'Etat est un des actionnaires significatifs du groupe Alcatel-Lucent. La représentation nationale n'est-elle pas fondée à considérer l'absence d'un représentant des intérêts français au Conseil d'Administration comme cause des arbitrages politiques réalisés au détriment du centre de recherche français ?

Bien sûr nous avons entendu des annonces rassurantes qui disent limiter l'impact de cette restructuration sur l'emploi et la pérennité d'ALBLF. De telles promesses ont déjà été faites ces dernières années et n'ont pas empêché une diminution d'un tiers des effectifs de recherche en France depuis la fusion avec Lucent, ni le fractionnement des équipes ni la marginalisation continue de la structure de recherche française au sein du Groupe.

Pourtant l'expertise de ses chercheurs justifie qu'ALBLF soit le site de référence pour la recherche 5G.

En effet l'ensemble des technologies du futur réseau mobile 5G (réseaux sans-fil, réseaux IP, transmissions optiques, sécurité des données, « Cloud », « Big Data », composants pour les télécommunications, Multimedia) font l'objet de recherches chez ALBLF. Ces recherches bénéficient d'être co-localisées à Nozay avec un des principaux centres R&D du Groupe et avec les équipes en charge des standards.

A terme le plan diminuera également la possibilité pour les institutions publiques de recherche de répondre aux appels à projets français ou européens faute de pouvoir compter sur Alcatel-Lucent comme partenaire industriel national crédible. De plus maintenir la présence française dans l'industrie des télécoms nécessite de conserver l'expertise en recherche industrielle.

Nous vous remercions, Monsieur le Député, Monsieur le Président, de l'attention que vous avez portée à ce courrier et nous vous prions de bien vouloir agréer l'expression de nos salutations distinguées.

B. Leclerc
Délégué syndical CFE-CGC Alcatel-Lucent Bell Labs France

Alcatel-Lucent Bell Labs France
Site de Villarceaux
Route de Villejust
91620 Nozay